

## Groupe d'études « La philosophie au sens large »

Animé par Pierre Macherey

17/12/2008

### Fin de la politique ou politique sans fin ?

Marx et l'aporie de la « politique communiste » [1]

Étienne Balibar

Je partirai d'un passage célèbre du *Manifeste du parti communiste* (1848), qu'on trouve à la fin du chapitre II de l'ouvrage, plus précisément au moment où Marx, après avoir exposé et réfuté un certain nombre d'objections faites par la bourgeoisie au communisme, commence à exposer le programme de mesures révolutionnaires conduisant du capitalisme à la société sans classes (dans laquelle, comme l'exprimera la dernière phrase du chapitre, « surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous », ce qu'on peut considérer comme une définition implicite du communisme). Marx écrit alors : « La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie » [2] L'expression allemande correspondante est *die Erämpfung der Demokratie*, ce qui peut se gloser en disant qu'il s'agit de parvenir à la démocratie par le combat, ou par la lutte, et signifie par conséquent que les mesures exposées à la suite ont elles-mêmes un caractère radicalement démocratique, ou font pour la première fois surgir dans l'histoire une démocratie au sens absolu du terme. Elle fait donc partie des formulations, moins rares qu'on ne croit sous la plume de Marx, qui identifient le processus révolutionnaire anticapitaliste à la fois à une démocratisation (le cas échéant à une démocratisation de la démocratie elle-même, sous les formes limitées qu'elle a revêtues jusqu'à présent) et à une destruction de la structure de classes et de ses conditions juridiques, politiques et économiques.

L'interprétation de cette formule exige naturellement qu'on en examine le contexte, et c'est ici que surgissent des problèmes difficiles, qui sont d'abord des problèmes sémantiques (ou dont on ne peut plus négliger aujourd'hui la dimension sémantique). C'est le cas bien entendu en ce qui concerne l'étroite association qui est soulignée par tout le texte entre ce processus de conquête de la démocratie et l'utilisation nécessaire de la violence révolutionnaire pour transformer le régime de propriété et de production qui engendre l'antagonisme de classe : « Le prolétariat se servira de sa suprématie politique (*politische Herrschaft*) pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie (...) Ceci ne pourra naturellement se faire, au début, que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production (*vermitteltst despotischer Eingriffe in das Eigentumsrecht und in die bürgerlichen Produktionsverhältnisse*) (...) Le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre (*die organisierte Gewalt einer Klasse zur Unterdrückung einer andern*). Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe (...) et, comme classe dominante, détruit par la violence l'ancien régime de production (*gewaltsam die alten Produktionsverhältnisse aufhebt*) (...) il détruit en même temps (...) les classes en général, et par là-même, sa propre domination comme classe... ». Il semble qu'on ait là, même si le mot n'est pas encore prononcé, une partie au moins de ce que Marx lui-même et une partie des marxistes au moins appelleront la « dictature du prolétariat ». Il est à noter, problème dont nous allons retrouver

l'insistance, que le texte dans sa langue originale, pour fonder sa conception d'une « relève » dialectique (*Aufhebung*) de l'antagonisme qui passe par l'intensification de l'antagonisme même, ou qui suit le schème d'une négation de la négation, s'appuie sur la double signification philosophique et politique du mot de *Gewalt* (et de l'adjectif dérivé *gewaltsam*) : il s'agit tout à la fois, et successivement, du pouvoir public, en l'occurrence celui de l'Etat, et de la violence anti-institutionnelle, en tout cas extra-juridique, qui subvertit ce pouvoir dans sa forme instituée ; de sorte que la « démocratie » qu'il s'agit de conquérir par la lutte apparaît à la fois du côté de l'institution et de son contraire.

Mais ceci conduit directement à ce qui, sans doute, forme la difficulté (ou l'énigme) principale de ce texte, dont on sait que le marxisme sous ses différentes formes et dans ses différentes tendances, n'a jamais véritablement réussi à lui apporter une solution satisfaisante : la référence du texte à une « fin de l'Etat politique » qui résulterait de l'achèvement du processus révolutionnaire et de ses objectifs sociaux. Les formules typiques encadrent la référence à la négation de la négation que nous avons rappelée : « Les différences de classes une fois disparues dans le cours du développement, toute la production étant concentrée dans les mains des individus associés (*in den Händen der assoziierten Individuen*), alors le pouvoir public perd son caractère politique (*so verliert die öffentliche Gewalt den politischen Charakter*) (...) À la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes (*Klassengegensätzen*), surgit une association où (*tritt eine Assoziation, worin...*) le libre développement de chacun etc. » Elles croisent de façon très paradoxale la référence à un « pouvoir public » (*öffentliche Gewalt*) donc à une institution, si ce n'est à une autorité, qui pour autant n'est pas ou plus « politique », et à une « association » égalitaire qui porte la démocratie en quelque sorte au-delà d'elle-même, jusqu'au communisme, et qui donc ne relève plus d'aucune *Gewalt*, ni comme pouvoir ni comme violence.

Cette condensation paradoxale est sous-tendue par une reprise quasi littérale (et, pour une part, en décalquant la langue française originale) de l'opposition entre « antagonisme » et « association » qui forme le noyau théorique de l'exposition de la doctrine saint-simonienne de 1829, l'une des sources principales du texte de Marx et de sa problématique de la fin de l'exploitation. Mais l'argumentation des saint-simoniens, bien loin de se fonder sur une logique de la négation de la négation, dans laquelle les conditions de l'antagonisme sont abolies par l'intensification de l'antagonisme, repose au contraire sur l'idée que les deux « principes », celui de l'antagonisme et celui de l'association, sont en permanence incompatibles, à travers toute l'histoire. Ils évoluent en proportion inverse, jusqu'à ce que l'atténuation de l'antagonisme (rattaché en particulier par les saint-simoniens, à l'interpénétration des pouvoirs civils et militaires, ou de la domination et de la force) conduise à la prépondérance de l'association (rattachée, elle, aux opérations pacifiques de l'industrie et du commerce, plus généralement de l'économie).

Il se trouve ainsi que le *Manifeste* (avec la *Misère de la philosophie* de 1846, qui le précède immédiatement et lui ouvre la voie sur ce point) est à la fois l'un des textes dans lesquels Marx insiste le plus nettement sur le caractère politique de l'évolution historique, ou des actions collectives qui la composent, rassemblées dans l'idée de la « lutte des classes » (dont le *Manifeste* dit, dans un passage central de son premier chapitre, que « toute lutte de classes est une lutte politique »), et l'un de ceux dans lesquels se trouve le plus nettement affirmé le postulat eschatologique d'une « fin de la politique », au prix de très profondes obscurités concernant la notion de « pouvoir » (et par voie de conséquence, l'Etat). Cette aporie ne peut se résoudre en invoquant, soit une « équivoque » de la catégorie de politique (ce qu'on pourrait énoncer à la façon d'Aristote en posant que « la politique s'entend en plusieurs sens »), soit une *progression dialectique* qui renverse le sens et la fonction de la catégorie initiale au terme de son développement. Car elle vient se loger au cœur de chacune

des notions qui indiquent la nature du phénomène historique envisagé par Marx, décrit par lui de façon caractéristique au présent (qui est le présent eschatologique de l'intelligibilité de l'histoire à la lumière de sa fin déjà donnée en elle « en creux ») : qu'il s'agisse du *communisme*, de la *démocratie*, et surtout de la *lutte des classes* elle-même. La fonction motrice et directrice de la lutte des classes dans l'histoire est indissociable du fait que, tout à la fois, elle est irréductible à aucune des définitions et des formes d'institution de la « politique » repérables sous ce nom dans l'histoire, et elle confère pour la première fois à la politique la capacité d'agir sur ses propres conditions et de les transformer. La lutte des classes est donc à la fois « apolitique » ou « antipolitique » et « archipolitique » ou « hyperpolitique ». Son rapport à la politique est constitutif et cependant incompréhensible. Il constitue à la fois une fin et un commencement, ou un recommencement. La difficulté de cette situation, qui fait toute l'indétermination et en même temps tout l'intérêt d'une réflexion sur ce qu'on pourrait appeler le « concept du politique chez Marx », *der Begriff des Politischen bei Marx*, comparable et opposable à d'autres, est redoublée par une double circonstance :

*Premièrement* il est clair qu'elle ne constitue pas seulement un problème académique d'interprétation ou de catégorisation philosophique. Elle affecte très profondément de l'intérieur le marxisme lui-même, sa capacité d'agir sur les circonstances, et sa capacité d'organiser son action sur les circonstances. C'est-à-dire qu'elle *l'a affecté*, puisque le marxisme, pour l'essentiel, appartient au passé – ce qui ne veut pas dire que son histoire et sa constitution discursive n'aient plus rien à nous apprendre ni aucune utilité critique pour nous. Le fait est, comme j'ai essayé de le montrer ailleurs après bien d'autres, que le marxisme, et déjà le marxisme de Marx – dont on sait qu'il essayait de s'en dépêtrer par une boutade : « ce qui est sûr, c'est que moi je ne suis pas marxiste » - n'a jamais réussi à trouver un langage articulant théorie et pratique, et qui lui permette de ménager sa place propre entre des discours antithétiques sur le rapport des luttes ouvrières et de la politique, donc de l'Etat : qu'il s'agisse d'anarchisme ou de spontanéisme anti-politique, comme celui de Bakounine, ou de politique institutionnelle et organisée dans la « forme parti », comme celle de Lassalle. Et cette contradiction, ou cet écartèlement, se sont reproduits tout au long de la trajectoire historique du marxisme, au prix de conflits internes de plus en plus vifs. De sorte que le concept marxiste du politique se réduit à l'idée initiale que c'est « la lutte des classes qui fait l'histoire », sans pouvoir rien dire sur les caractéristiques de cette lutte sans entrer aussitôt en conflit avec lui-même. Mais cette aporie qui fait à beaucoup d'égards sa faiblesse est aussi à certains égards sa force, du moins ce qui empêche de s'en débarrasser comme d'une construction superficielle et inutilement paradoxale : il suffit en effet que l'idée de la lutte des classes s'impose à nouveau à l'attention, ou apparaisse incontournable, soit pour des raisons de conjoncture idéologique, soit pour des raisons d'histoire sociale, soit les deux à la fois, comme c'est peut-être le cas en ce moment, pour que la question resurgisse de façon lancinante de savoir quel problème, constitutif pour la politique elle-même, se cache dans les replis d'un discours qui se propose de la refonder sur des bases radicalement nouvelles tout en anticipant sa fin, et donc en « pratiquant » d'une certaine façon cette fin elle-même par anticipation.

Mais il y a, me semble-t-il, une seconde raison pressante de revenir sur ces formulations ou de reprendre le cours d'un interminable règlement de comptes avec leur signification et leurs conséquences. C'est le fait que, dans un passage crucial du *Manifeste* auquel je vais en venir, Marx a établi un parallèle, et même une équation définitionnelle entre la notion de la *lutte des classes* et celle de *guerre civile*. Dès lors, l'idée de guerre civile semble commander la signification des formulations relatives à l'antagonisme et à ses effets en retour sur l'articulation du pouvoir et de la violence comme contre-pouvoir, ou *pouvoir contre le pouvoir*. Même s'il s'agit d'une métaphore (mais ce qui sera aussi en cause, inévitablement, c'est le sens même de l'idée de métaphore), cette équation a pour résultat de

déplacer les paradoxes de la « fin de la politique » et de les intensifier : car la guerre civile – dans ses conceptions antiques ou modernes – est, plus encore que la lutte des classes elle-même, *une notion par excellence* « *impolitique* », qui fait surgir sa limite, ou sa conditions d'impossibilité au cœur même de la politique. Dès lors l'idée que la lutte des classes est une forme de guerre civile, ou même la guerre civile par excellence, celle qui ne divise pas seulement contre elles-mêmes, de façon transitoire, telle cité ou telle communauté, mais qui divise l'Etat ou la société comme tels, de façon irréconciliable, cette idée se présente dans la figure d'un *double bind*. Elle constitue à la fois *une condition de possibilité* (sans guerre civile, c'est-à-dire sans lutte des classes, il n'y aurait pas de politique, au sens fort du terme, ou seulement les apparences d'un « jeu » politique sans autre « enjeu » que la substitution de certains représentants des classes dominantes à d'autres), et *une condition d'impossibilité* (puisque la figure de la guerre civile est celle d'une scission ou *Spaltung* radicale dans laquelle l'espace politique, qu'il soit tissé de communication ou de conflits, se dissout comme tel, pour ne laisser place qu'à des termes complètement extérieurs, incompatibles entre eux).

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que l'équation de la lutte des classes et de la guerre civile, l'interprétation de la lutte des classes en tant que « guerre civile » prolongée et constamment métamorphosée, dans ses protagonistes et ses formes, au-delà de ses origines et de ses sources immédiates, ait constitué tout au long de l'histoire du marxisme un « point d'hérésie » incontournable, qui l'oblige en permanence à se diviser lui-même, et le soumet aux alternatives du reniement et de la refonte. C'est pourquoi je me suis proposé, dans la suite de cet exposé, de concentrer la discussion portant sur les apories du concept marxien de « politique » en tant que « fin de la politique » inscrite dans sa pratique même, autour de l'équation entre « lutte des classes » et « guerre civile », et de ses interprétations successives.

\*

On peut ici esquisser une périodisation des « moments » théoriques, qui sont en même temps des moments politiques. Les plus récents n'annulent pas les plus anciens, mais évidemment ils leur imposent ce que j'appellerai des *réurrences* successives, dont il n'est pas possible de faire abstraction. Elles affectent le sens même des mots dont nous nous servons et que nous « lisons » dans Marx, dont le sens a irrémédiablement « dérivé », mais qu'il doit être possible de dissocier analytiquement, et ainsi de mettre en série et en perspective à partir de notre présent. De ce point de vue il y a je pense trois faits remarquables, qui relèvent à la fois de l'histoire des formations discursives, et de l'histoire du monde politique et social, passant progressivement de la modernité à la post-modernité.

Le premier d'entre eux, c'est le fait que Marx n'ait pu s'en tenir à la formulation du *Manifeste*, dans sa radicalité provocatrice, alors même qu'il ne cessait de se référer à la perspective révolutionnaire du *Manifeste*, et de revenir aux mots mêmes dans lesquels celui-ci avait fixé une certaine perspective communiste, une articulation de la lutte des classes et de la révolution prolétarienne. Cependant l'équation n'a pas été purement et simplement abandonnée. Au contraire elle a été – dans un premier temps au moins – reformulée en des termes et avec un référent historique radicalement différents, ce qui aboutit pratiquement à en inverser la signification du point de vue de l'identification de la politique et de son « concept ». Force est alors de constater non seulement que Marx n'a pas développé *un* concept de la politique, pas plus d'ailleurs qu'il n'a développé *une* critique de l'économie politique, ou *une* problématique philosophique de l'idéologie ou de la *praxis*, mais qu'il n'a pas non plus développé *un seul* concept de la lutte des classes. Il aurait plutôt ouvert à son propos une problématique polyvalente et polymorphe, dont le fond est une interrogation sur la substitution permanente de ses formes et l'incertitude de leurs effets historiques. Ce à quoi je me réfère ici est en particulier un développement central du Livre I du *Capital* (à propos des luttes ouvrières pour la « journée de travail » normal, donc pour la législation sociale) dans lequel les mots mêmes du *Manifeste* sont retournés contre leur premier usage. Il conviendra à

cet égard de se demander si Marx a lui-même tenté de surmonter cette divergence interne de sa propre pensée, et l'on verra que la réponse – lourde de conséquences – est négative, pour une raison de fait : les événements historiques l'ont conduit, dans des circonstances dramatiques, à *invalidier à la fois les deux schémas* de « lutte des classes » issus du *Manifeste* et du *Capital*, ce qui n'a pas empêché bien entendu les « marxistes » de continuer à puiser dans l'un ou l'autre de ces schémas au gré des orientations et des conjonctures. Le problème qui s'est alors imposé à Marx, et qui n'a reçu de sa part, dans l'immédiat, qu'une réponse tout à fait incomplète, a bien plutôt été de savoir comment faire pour *introduire de la lutte des classes dans les situations de guerre civile*, cette fois au sens d'affrontements armés au sein d'une même nation (dont l'exemple typique est la Commune de Paris).

Le second moment remarquable – et je vais ici passer plus vite, car ce n'est pas l'objet de mon exposé d'aujourd'hui – c'est celui des élaborations de la politique en termes de « guerre » ou de « continuation de la guerre », qu'on peut dire généralement post-léninistes, en ce sens qu'elles trouvent leur présupposé dans la façon dont Lénine avait été amené à définir les moments et les alternatives de la période révolutionnaire en termes de « stratégie ». Je pense ici non seulement au moment de la prise du pouvoir proprement dit, mais aussi et surtout aux suivants : celui de la guerre civile révolutionnaire, et celui de la « nouvelle politique économique », dans laquelle les « fronts » de la lutte des classes sont en quelque sorte renversés, puisqu'il s'agit de recréer une certaine forme de capitalisme à l'intérieur du socialisme pour arriver au communisme... Bien entendu ces élaborations ne se trouvent pas uniquement du côté du marxisme, quelle que soit l'extension qu'on confère à cette étiquette. Il est même bien plus intéressant d'explorer les effets d'une réversibilité de la politique et de la guerre *indépendamment* de la position que les philosophes prennent par rapport au marxisme, dans le moment même où ils en héritent des questions fondamentales. Je pense que ce moment s'étend jusqu'à Foucault, dont les célèbres formulations sur la nécessité d'inverser la formule de Clausewitz et de poser que la politique est « une continuation de la guerre par d'autres moyens », ont à leur tour complètement redéfini les cadres intellectuels dans lesquels nous nous interrogeons sur le concept de la lutte des classes. Mais ce moment que je dis globalement « post-léniniste » inclut aussi des auteurs antérieurs, en particulier Gramsci et Carl Schmitt, dont je pense qu'ils forment à distance une sorte de couple symétrique dans leur réception et leur transformation du léninisme. Ce qui est en jeu dans la confrontation de ces diverses récurrences, c'est une réflexion sur la signification même, dans le champ de la politique, de la catégorie de *l'antagonisme*, et de la thèse selon laquelle il n'y a pas de politique sans antagonisme, voire pas de politique autrement que *comme développement d'un antagonisme*, conflit ou rapport de forces. Il est évidemment très intéressant que, pour nous au moins, elle ne puisse se formuler autrement que par référence au marxisme, et même comme une reprise des implications de l'idée de guerre civile de classes – au besoin une critique et une limitation interne.

Enfin il y a un troisième moment, qui est celui de notre actualité, dans laquelle l'équation marxienne est soumise à un autre type de récurrence : je pense ici aux discours contemporains qui tentent de penser les modalités et les enjeux de la politique à partir d'une analyse de la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui comme une « guerre civile mondiale » (dont on pourrait dire, comme Marx, qu'elle est « tantôt ouverte, tantôt larvée », à ceci près qu'il s'agit plutôt de juxtaposition des différentes configurations dans l'espace géographique ou social, que de succession temporelle comme c'était le cas dans les formulations du *Manifeste*). Ce thème est notoirement central dans une élaboration comme celle de Hardt et Negri, qui font de l'antithèse entre la guerre civile mondiale (elle-même faite de multiples guerres, visibles ou invisibles) et la multitude (avec ses résistances et ses modes de communication) le caractère définitionnel de la nouvelle politique révolutionnaire qu'ils proposent et qu'ils appellent « bio-politique ». Mais il est présent aussi chez d'autres auteurs,

avant et après les développements du terrorisme et du contre-terrorisme plus ou moins coextensifs à la mise en question de l'hégémonie occidentale (et notamment américaine) dans le monde. Mais cela implique toute sorte de schémas différents pour décrire la distribution des violences et leur rapport aux frontières, aux Etats et aux idéologies. Ce qui semble pourtant commun, c'est justement la reprise, l'élargissement, la reformulation de la question que se posait Marx après la Commune : à savoir comment « faire revenir » la lutte des classes (et par là-même la politique) dans la guerre civile qui, non pas la constitue, mais au contraire la détruit, ou la dévie, ou la dévoie. Cette question est évidemment liée très étroitement à celle de savoir en quel sens le capitalisme est, non seulement un système ou un ordre productif, mais un système destructif et auto-destructif (des hommes, de la nature, de la culture, de la communauté des citoyens). Ce qui rejoint les questions apocalyptiques posées par Marx dans le *Manifeste* à propos de la dissolution des conditions d'existence du prolétariat, et plus généralement de la société, dissolution à laquelle conduirait le règne de la bourgeoisie comme agent de l'accumulation illimitée. Nous sommes ainsi ramenés à une interrogation sur ce que la trace du marxisme permet de conceptualiser à propos de la *face impolitique de la politique*, ce que j'avais appelé ailleurs son « autre scène » [3]

\*

Dans la suite de cet exposé, je vais donc me concentrer, comme je l'ai annoncé, sur le premier de ces trois moments, c'est-à-dire sur la façon dont Marx a énoncé dans le *Manifeste* la thèse de l'équivalence entre la lutte des classes et une guerre civile, et dont il l'a ensuite « rectifiée », en particulier dans le *Capital*.

Deux énoncés, qu'il faut commencer par citer à la lettre, sont ici décisifs. Ils figurent dans le Chapitre I du *Manifeste communiste*. D'abord les célèbres phrases inaugurales si souvent commentées : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de corporation et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené un combat ininterrompu (*Kampf*), tantôt ouvert tantôt dissimulé, un combat qui se terminait toujours, soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction mutuelle des deux classes combattantes (*den gemeinsamen Untergang der kämpfenden Klassen*) (...) La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois. » Le même thème est précisé à la fin du chapitre, juste avant les formules sur la conquête de la démocratie et la fin de la politique que je citais précédemment : « En esquissant à grands traits les phases du développement du prolétariat, nous avons retracé l'histoire de la guerre civile (*Bürgerkrieg*), plus ou moins larvée, qui travaille la société actuelle jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie. »

Pour bien comprendre ces formulations, il faut les inscrire au croisement de plusieurs séries sémantiques qui traversent le texte du *Manifeste*, dont chacune a sa propre généalogie [4] Mais il faut aussi mettre en place une archive historique. Dans *Misère de la philosophie*, précédant le *Manifeste* de quelques mois, Marx parle également (en français) de « guerre civile » à propos de la lutte des classes, et il cite une formule éloquente de George Sand qui fait elle-même écho aux formules patriotiques de la Révolution française : « Le combat ou la mort, la lutte sanguinaire ou le néant. C'est ainsi que la question est invinciblement posée ». Telle serait la loi des révolutions politiques au moyen desquelles s'effectuent les évolutions sociales jusqu'à l'abolition de la dernière société de classes. La terminologie de la « guerre sociale » est un paradigme d'époque. On la trouve en particulier dans le roman de Balzac, *Les paysans*, rédigé en 1844 et publié de façon posthume en 1852, et bien entendu chez Blanqui et les blanquistes qui l'associent à la notion de « dictature

révolutionnaire ». Elle donne lieu à des formules célèbres dans le roman de Disraëli *Sybil or the Two Nations* (1845), qui décrit l'Angleterre de la révolution industrielle et du mouvement chartiste comme une Nation coupée en deux Nations hostiles, séparées l'une de l'autre par les conditions de vie et par les sentiments, qu'on trouve aujourd'hui encore citées à propos des relations raciales et de la séparation créée par la *colour line* dans les anciennes sociétés esclavagistes. Au même moment, Engels parle de la classe ouvrière et de la bourgeoisie dans son essai de 1844 sur *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* comme de « deux nations radicalement différentes, comme pourraient l'être deux races ». Toutes ces formulations sont pénétrées de réminiscences grecques et romaines à propos de la *stasis* et du *tumultum* ou du *bellum civile*, qui dans le cas romain s'articulent au thème de l'état d'exception et de la dictature temporaire [5], et dans le cas grec à celui de la ruine des cités [6] Depuis les travaux généalogiques de Foucault dans le cours de 1976-77 « *Il faut défendre la société* », nous avons appris également à les situer dans la descendance de la thématique de la « guerre des races », au moyen de laquelle les écrivains anglais et français de l'âge classique expliquaient l'origine des institutions monarchiques fondées sur une conquête initiale.

Dans le *Manifeste* cette thématique se trouve à la fois déplacée et généralisée. Elle devient un schème d'explication de la totalité de l'histoire, au moyen de la précision « guerre civile tantôt ouverte tantôt larvée », qui rend compte d'une alternance de phases de stabilité institutionnelle apparente et de phases critiques ou révolutionnaires. Enfin elle est radicalisée en termes de lutte à mort, ou de lutte pour la survie, au moyen des réminiscences de la révolution française (« la fraternité ou la mort »), et d'une transposition du schème hégélien de l'affrontement du maître et de l'esclave [7]

Je pense que le sens de la formule marxienne héritée de ces différentes lignées signifiantes mais entièrement reconstruite par Marx, s'explique d'abord par la construction progressive, au long du *Manifeste*, d'une grande équivalence qui fait de la « lutte des classes » l'échangeur entre le concept d'histoire et celui de politique. L'histoire comme changement se cristallise en action politique et la politique est essentiellement une action dont les « sujets » collectifs sont les classes. Pour cela il faut poser que le cours de l'histoire aboutit à une « simplification des antagonismes », qui tend à séparer la société en deux camps adverses, et que le capitalisme portera à son comble. Mais il faut aussi rendre compte d'un jeu stratégique complexe, dans lequel les camps se conjoignent et se disjoignent en constituant des « alliances » et en les défaisant. C'est toute la thématique remarquable de l'enrôlement du prolétariat par la bourgeoisie à titre d'« armée » de secours dans son combat contre la féodalité, qui produit du même coup l'éducation politique des prolétaires, en attendant que la radicalisation de leur condition d'exploités par la révolution industrielle les amène à retourner leur « formation » (ou leur « conscience ») contre leurs nouveaux maîtres. La politique est donc pensée comme un jeu entre les contraires : manifestation et retrait de l'antagonisme, fusion et séparation des adversaires, dont les vicissitudes s'expliquent par l'évolution des conditions sociales et dont la tendance générale est prescrite par le développement des forces productives.

Mais elle est aussi inscrite dans un autre paradigme, qui marque l'opposition entre le discours de Marx et celui de la tradition libérale ou du socialisme utopique. Se référant à la généralisation de la concurrence, aussi bien entre capitalistes qu'entre ceux-ci et leurs ouvriers, et finalement entre les ouvriers eux-mêmes en tant que vendeurs de leur propre force de travail, le *manifeste* écrit que « la bourgeoisie vit dans un état de guerre perpétuel ». Il s'agit là de l'analogie entre la concurrence et une « guerre de chacun contre chacun », un « état de nature » au sens hobbesien, mais dont le résultat n'a rien à voir avec l'établissement d'une souveraineté. Non seulement la concurrence s'oppose en permanence à la possibilité de considérer l'industrialisation comme un processus de pacification et d'organisation de la

société, dont les contradictions sont vouées à resurgir sur le long terme et finalement à menacer son existence. Mais, après avoir servi à atomiser la classe des ouvriers salariés, elle pousse ceux-ci à s'unir et à s'organiser contre la bourgeoisie en vue d'une lutte continue dont dépend leur existence même. Celle-ci, nous dit Marx, connaît des succès et des revers (qui sont comme autant de « batailles historiques ») en termes de défense du niveau de vie des ouvriers, mais elle devient pour ceux-ci une fin en elle-même, c'est-à-dire un moyen de préparer un autre combat, le combat décisif pour la transformation des rapports sociaux d'exploitation eux-mêmes. Ce thème était déjà central dans *Misère de la philosophie*, d'où provient l'idée que les prolétaires inventent ainsi une « politique contre la politique », qui n'est ni l'*apolitisme* du mouvement social préconisé par les traditions anarchistes et syndicalistes après Proudhon et Bakounine, ni la *politique bourgeoise*, inscrite dans les institutions représentatives et gouvernementales issues de la révolution bourgeoise.

Il y a donc bien *deux politiques hétérogènes*, dont l'une est comme l'envers de l'autre, ou dont l'une se définit par la négation des caractéristiques de l'autre, de sorte que chacune apparaît comme une « non politique » ou une « anti-politique » au regard de l'autre [8] Mais tout ceci n'est possible qu'à la condition d'inscrire les vicissitudes de la lutte des classes dans un « grand récit » qui comporte une perspective eschatologique et même messianique. Il faut ici travailler rigoureusement le texte et ne pas y lire simplement une sécularisation du récit religieux, car Marx repense le devenir-sujet de la classe (ce que *misère de la philosophie* appelle selon une terminologie hégélienne le passage de la « classe en soi » à la « classe pour soi ») à partir d'une phénoménologie précise des conditions de la communication entre les ouvriers individuels. Elle sera redoublée dans le dernier chapitre par un tableau historique des conflits idéologiques à travers lesquels le conflit de classes « prend conscience de l'antagonisme », comme dira la *Préface de la Contribution à la critique de l'économie politique*, et débouche sur la constitution d'un « parti », au sens que cette expression a dans le *Manifeste* [9] Mais il faut pour cela que l'évolution même des conditions historiques conduise à *une situation de tout ou rien, ou de vie et de mort* pour la société, dans laquelle le prolétariat n'a le choix qu'entre la disparition et la révolution totale. De sorte que le moment où les membres de la classe coïncident dans une même unité subjective, un « moi collectif » comme disait Rousseau à propos du peuple, est aussi celui où la disparition des classes devient imminente, et ainsi la fin de l'histoire au sens que ce terme a revêtu jusqu'à présent.

Il me paraît essentiel d'introduire cette perspective eschatologique à partir de l'expression citée plus haut : « la destruction mutuelle des classes combattantes », qui constitue à bien des égards la « phrase oubliée du *Manifeste* », dans laquelle on retrouve la thèse de *Misère de la philosophie* : « l'histoire avance par le mauvais côté ». Si l'on compare cette thèse énigmatique avec la façon dont, à la fin du chapitre, Marx décrit la menace de mort que la paupérisation et les crises économiques font peser sur l'existence physique des prolétaires (en soutenant que la bourgeoisie est la première classe dominante de l'histoire qui arrivée à un certain point de son développement s'avère incapable de nourrir ceux qui la nourrissent), on comprend que le schéma de Marx est finalement le suivant : le fait que le cours des luttes de classes soit comparable à une guerre civile, dans laquelle il n'y a pas de conciliation possible, installe d'emblée l'histoire au bord d'un précipice, où la société pourrait s'anéantir elle-même. Cette perspective se concrétise avec le capitalisme, qui pour cette raison représente dans tous les sens du terme la « dernière » forme de l'exploitation. Mais ce moment est aussi celui où, pour la première fois, existe un sujet collectif dont l'action politique radicalement hétérogène au postulat de la propriété privée prépare, dans les formes nécessairement antinomiques d'un « despotisme démocratique », l'abolition de la domination, à la fois en tant que système économique d'exploitation et en tant que système politique, ou système de pouvoir séparé de la société. Ayant atteint un point extrême, où c'est la survie même de l'être social qui est en jeu, la violence se retourne contre ses propres conditions de



possibilité. Du moins on peut imaginer qu'elle le fasse. Et c'est pour donner corps à cette imagination salvatrice que Marx et Engels écrivent ici au présent – présent intemporel de l'interruption du temps, qui a une valeur performative autant que descriptive ou prévisionnelle – en inscrivant la solution dans l'énoncé même du problème.

À cette conception du devenir politique de la lutte des classes à travers le schéma de la guerre civile, non seulement agonistique, ou antagonistique, mais proprement apocalyptique, je voudrais immédiatement en opposer un autre, étrangement formulée dans des termes presque identiques, mais tendant à une tout autre représentation de ce devenir, que nous trouvons dans le Livre premier du *Capital*. Je renvoie ici en particulier aux développements du Chapitre VIII sur « la lutte pour la journée de travail normale » [10] C'est ici que nous trouvons les deux formules remarquables suivantes :

« Néanmoins le principe [de la journée de travail limitée à 10 heures par la loi] l'avait emporté grâce à sa victoire dans les grandes branches d'industrie, qui sont la création la plus caractéristique du mode de production moderne (...) Même les fabricants à qui il avait fallu arracher pied à pied, par une guerre civile d'un demi-siècle, la limitation légale et la réglementation de la journée de travail, se prévalaient avec fierté du contraste avec les domaines d'exploitation encore « libres » (...) On comprend aisément qu'après que les magnats de fabrique se furent soumis à l'inévitable et s'en furent accommodés, la force de résistance du capital s'affaiblit graduellement tandis qu'en même temps la combativité de la classe ouvrière grandissait à mesure qu'augmentait le nombre de ses alliés dans les couches de la société qui n'étaient pas immédiatement intéressées. » (p. 330-331)

Et plus loin : « L'histoire de la réglementation de la journée de travail dans certaines branches de la production et la lutte menée encore aujourd'hui dans d'autres branches pour cette réglementation prouvent de façon tangible que le travailleur individuel isolé, le travailleur comme « libre » vendeur de sa force de travail, succombe sans résistance lorsque la production capitaliste a atteint un certain degré de maturité. La création d'une journée de travail normale est donc le résultat d'une longue et âpre guerre civile plus ou moins larvée entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. De même que ces hostilités se déclarent d'abord dans le domaine de l'industrie moderne, c'est d'abord dans la patrie de celle-ci, en Angleterre, que cette guerre a lieu... » (p. 334-335)

On se doute que ces formulations n'ont pas été choisies au hasard par l'auteur du *Capital*. Pour en comprendre exactement la portée, il faut comme précédemment les replacer dans un contexte descriptif et analytique précis. En dernière analyse, celui-ci renvoie à l'axiomatique de l'extraction de la « plus value » (ou survalueur) sous ses différentes formes, et par conséquent de la conversion opérée en permanence par le capital (individuel ou social) du surtravail des ouvriers en valeur échangeable et accumulable. Mais plus immédiatement, ce qui correspond aussi au moment où l'analyse devient concrète, passant de la structure historique à la conjoncture politique, ce discours comporte une disposition des « facteurs » de la lutte des classes, une évaluation du degré de l'antagonisme et de l'extrême violence qu'il comporte, un diagnostic des signes qui révèlent le renversement en cours du rapport des forces, et par conséquent de la conjoncture elle-même. Enfin il comporte une caractérisation *du résultat obtenu par la lutte des classes* en tant que « guerre civile » prolongée, où Marx insiste sur les notions de contrôle social et d'autonomisation relative du pouvoir politique. Je dirai quelques mots, si vous le voulez bien, sur chacun de ces moments de l'argumentation.

En ce qui concerne les « facteurs » de la lutte des classes, on voit que Marx est passé à une configuration beaucoup plus complexe, qui renverse formellement la notion de « simplification des antagonismes », ou plus exactement réinscrit une complexité sociale, voire politique, dans la structure binaire de l'affrontement entre les classes fondamentales. La lecture de la description complète dont j'ai donné les formules conclusives permet de

caractériser cette complexité comme l'addition, ou la surdétermination, de plusieurs processus qui courent simultanément. L'un est la tendance même du mode de production capitaliste, non seulement à l'exploitation de la force de travail, mais à sa surexploitation, dans la forme d'une extension et d'une intensification du travail apparemment sans limites, dont la classe capitaliste se fait l'agent fanatique, au nom des principes du libéralisme. De cette tendance structurelle procède un antagonisme, dont Marx précise aussitôt qu'il est conditionné par des rapports de force d'une extrême violence, se situant aussi bien du côté de la pression subie par les ouvriers, qui met en cause l'intégrité de leurs facultés corporelles et intellectuelles (ainsi que la continuité des générations), que du côté des propriétaires qui résistent à toutes les tentatives de législation par des mouvements d'obstruction et des tentatives de manipulation assimilés par Marx à une « rébellion esclavagiste » [11]

Ceci nous conduit à une thèse essentielle, qu'on peut interpréter par anticipation dans les termes « althussériens » d'un *primat de la lutte des classes sur l'existence même des classes*, et donc sur leur unité. Les vicissitudes de la « guerre civile » ne sont pas tant décrites comme phases d'un affrontement entre des collectivités données que comme des mouvements inverses ayant pour enjeu la formation même de ces collectifs, qui constitue par conséquent un phénomène essentiellement politique, ou un phénomène sociologique à fondement politique. L'avancée de la législation du travail est corrélative de l'unification de la classe ouvrière, ses reculs sont corrélatifs de sa division. Il en va de même inversement pour la classe bourgeoise. Aucune de ces deux classes n'existe donc « en soi », et leurs formation tendancielle a précisément pour condition et pour corrélat la dissolution de la classe adverse. Ce n'est pas à dire que la notion de subjectivité ou de subjectivation politique n'ait ici aucune application, au contraire, mais on voit qu'elle n'a plus de base ontologique repérable dans les conditions matérielles, et qu'elle consiste essentiellement en processus adverses dépendant de la conjoncture. Il en va de même, implicitement, pour la notion de « parti » en tant qu'expression de cette subjectivité. Dès lors il devient impossible de décrire la lutte des classes dans la forme d'un « duel », ou d'un affrontement spéculaire, et la notion de guerre civile acquiert une signification tout à fait particulière. Elle ne désigne pas tant le caractère *inconciliable* de la lutte des classes que son caractère *irréductible*, et la façon dont elle déplace les divisions au sein de la société à mesure qu'elle s'installe dans la durée. La « guerre civile » n'a pas seulement une logique, elle a aussi une histoire. Or dans cette histoire interviennent nécessairement d'autres facteurs que les classes en tant que sujets « purs » ou « absolus ». D'abord intervient l'Etat, en tant qu'appareil relativement autonome situé au point de rencontre, éventuellement d'équilibration, entre intérêt de classe antagonistes, et entre les intérêts collectifs des classes et ceux des individus qui les composent [12] Ensuite interviennent les « inspecteurs de fabrique », dénonciateurs des formes de la surexploitation et de leurs conséquences morales, vitales, sociales, et préparateurs de la législation du travail. Ils sont à beaucoup d'égard les héros positifs du récit proposé par Marx dans le *Capital*, comme les économistes libéraux ou « vulgaires » en sont les héros négatifs. Marx en donne une description très intéressante qui les situe à mi-chemin entre une fonction de techniciens de l'exploitation et une fonction de porte-paroles de la souffrance ouvrière, donc au point stratégique, ou point d'hérésie, du conflit politique [13] Ce qui nous amène à faire intervenir un facteur supplémentaire : ce qu'on peut appeler la « société civile », ou l'opinion publique constituée en partie par des groupes sociaux supplémentaires qui s'ajoutent au rapport de classes principal, et jouent un rôle fondamental pour expliquer le retournement du rapport de forces.

Nous pouvons alors en venir à une caractérisation du *résultat* que Marx assigne à cette forme de la lutte de classes. Celle-ci peut être comprise de deux façons complémentaires, dans sa *fonction historique* et dans son *mécanisme politique*. Du côté de la fonction historique, Marx parle de l'émergence de formes de *contrôle social* de l'exploitation, ou de réduction de

son extrême violence, en insistant sur le passage des *régimes d'exception* à une forme de *normalité*, ou de normalisation (inscrite dans le nom même de la « journée de travail normale »), analyses dont se souviendra manifestement Foucault comme de celles, corrélatives, qui portent sur la discipline de fabrique et les résistances à l'intensification du travail engendrée par la mécanisation. Plus loin (p. 540 sq.) le *Capital* parle à propos de la limitation du travail des enfants et de l'imposition de l'éducation primaire obligatoire de « première réaction consciente de l'organisme social » aux tendances qui menacent la vie des individus, inscrivant ainsi de façon inattendue au sein de sa problématique une dimension organiciste ou holistique. Mais le contenu du contrôle social n'est pas pour autant déterminé par des lois naturelles. Il est au contraire entièrement dépendant d'un mécanisme politique qui est, plus que jamais, pensé en termes de rapports de forces, même si ses effets doivent prendre la forme institutionnelle d'une législation.

On peut ici faire intervenir une autre formule remarquable de Marx, qui présente de nouveau cette caractéristique fascinante de revenir plusieurs fois sous sa plume, voyageant entre les textes et les contextes, et changeant de signification en exploitant les possibilités inscrites dans les mots. Il s'agit de l'expression : « entre deux droits égaux tranche la force » (*zwischen gleichen Rechten entscheidet die Gewalt*) [14] On se souvient que le mot *Gewalt* recouvre en allemand les deux significations distinguées par le français et par l'espagnol : « pouvoir » ou « violence ». C'est-à-dire qu'il contient virtuellement la possibilité d'explicitier leur dialectique. Marx s'était déjà servi de cette formule dans son analyse des révolutions de 1848, pour fonder l'idée que dans les situations révolutionnaires, lorsque la lutte se radicalise et monte aux extrêmes comme alternative d'une « dictature de la bourgeoisie » ou d'une « dictature du prolétariat », donc lorsque la loi de la politique est *l'état d'exception* (ce que Marx appellera en 1851 la « révolution en permanence ») [15], et que la forme institutionnelle du pouvoir disparaît au profit du pur rapport de forces, ou de la violence nue incarnée dans la confrontation entre l'armée répressive et l'insurrection de masses. Ici on a, sous les mêmes termes, l'idée presque inverse, à ceci près que l'insistance sur la conversion de la violence en institution ne débouche pas sur le légalisme. Ce sont bien les rapports de force et non les principes juridiques ou moraux qui font la décision, d'où l'expression de guerre civile. Mais ces rapports de forces s'exercent dans un cadre institutionnel et au besoin le transforment. Ce qui est décrit, au bout du compte, on pourrait le caractériser comme un mouvement de démocratisation, puisqu'il s'agit d'imposer la reconnaissance de certains droits fondamentaux pour la masse des exploités. Ou encore comme l'émergence d'une « démocratie conflictuelle » puisqu'il s'agit pour les *exclus* de la société et de la politique de *s'inclure* dans les jeux du pouvoir en se servant des instruments de la loi. Mais cette configuration ne relève pas tant d'une constitution formelle que de ce que Negri, après Costantino Mortati, appelle une « constitution matérielle », cristallisant un équilibre de forces sociales et non une logique normative [16] En vérité cette idée a une très longue histoire, elle vient en particulier de Montesquieu et de sa thèse fameuse selon laquelle « seul le pouvoir arrête le pouvoir », ce qui peut se décliner aussi bien sur le versant de l'institution que sur celui de la violence.

Une autre référence classique, ici, cependant, s'impose, si nous cherchons à mieux comprendre quel concept de la politique en tant que lutte des classes est en jeu dans la description de Marx. C'est la référence au Machiavel des *Discours sur la première décade de Tite-Livre*. Dans les développements fameux du Livre Premier, à partir du chapitre 4, Machiavel compare le conflit des « grands » (c'est-à-dire des propriétaires urbains et fonciers) et du « petit peuple » (les artisans, voire les salariés) dans les villes italiennes avec les formes qu'avait revêtu le conflit social dans la Rome antique, et il se pose la question de savoir à quelles conditions l'antagonisme peut ici engendrer, non pas l'autodestruction de la cité, mais la consolidation de ses institutions et l'augmentation de sa puissance (en particulier de sa puissance extérieure). On sait qu'il insiste particulièrement sur la *dissymétrie* des intérêts ou

« humeurs » de chaque camp, qui fait que les petits n'ont pas pour objectif de construire un pouvoir d'oppression, mais seulement de limiter celui-ci, ou de « ne pas être opprimés » par les gros, c'est-à-dire de dégager un espace de liberté. Ce qui l'amène à reformuler d'une façon originale la notion classique du « gouvernement mixte » non pas comme un *régime* constitutionnel combinant plusieurs principes de légitimité, mais comme un *état*, ou un *état de choses politiques*, reposant sur un rapport de forces, et donc demeurant contingent même lorsqu'il est durable, puisqu'il dépend toujours de la perpétuation de ce rapport de forces. L'importance de l'institution paradoxale du « tribunal de la plèbe » à ses yeux vient justement de ce qu'il cristallise le rapport de forces dans une forme institutionnelle, bien que comme une exception au sein de la hiérarchie des pouvoirs, une forme contradictoire qui représente le point de vue d'en bas au sein des hauteurs du pouvoir. Ne serait-il pas possible d'interpréter en ces termes le sens des analyses de Marx, et de suggérer qu'avec son analyse de la législation du travail, et surtout du processus qui a conduit à l'imposer, il a construit de façon machiavélique quelque chose comme une théorie du « gouvernement mixte » dans le cadre du capitalisme, et de la « constitution matérielle » que la lutte des classes en vient à lui conférer ?

À cette proposition on pourrait évidemment faire diverses objections. La première est que dans la représentation classique la guerre civile (dont le modèle est la guerre de religions) conduit essentiellement à l'émergence ou au renforcement de la souveraineté étatique. Cette perspective ne serait nullement incompatible avec l'idée que les luttes de classes conduisent finalement – dans certains lieux ou certaines circonstances, sinon dans l'absolu – à une incorporation de la résistance ouvrière à la régulation étatique des conflits sociaux, qui peut avoir une autonomie relative, mais fonctionne en dernière analyse au service de la domination capitaliste à qui elle procure, précisément, des conditions « normales » d'exercice, au prix d'un renoncement à certaines formes de surexploitation. Mais telle n'est pas la leçon que propose Marx : pour pouvoir parler d'intégration ou d'incorporation, il faudrait que le conflit social fonctionne comme un processus de *neutralisation* de l'antagonisme, et donc de *neutralisation du politique*, comme dira plus tard Schmitt. À tort ou à raison, Marx veut montrer exactement l'inverse : le progrès de la régulation, en tant qu'il doit en permanence être imposé, et qu'il demeure précaire, toujours à refaire ou à reconquérir (comme on doit toujours reconquérir la démocratie), conduit à une perpétuation de la lutte des classes. C'est en quoi d'ailleurs Marx est ici proche de Machiavel, car celui-ci n'a pas cherché à décrire la constitution d'une souveraineté au sens classique, celui de Bodin et de Hobbes. Il n'a pas tant décrit un Etat s'élevant *au-dessus* des luttes qu'un pouvoir qui en *modifie les formes*, ou en *déplace le point d'application*. C'est aussi, me semble-t-il, ce à quoi nous avons affaire chez Marx, ce qui, une fois de plus, confère à l'analogie de la lutte des classes et de la guerre civile une fonction remarquable. La lutte des classes devient une instance de *civilisation de la guerre*, et par là même de civilisation de la société dont le fondement réside dans un antagonisme inconciliable. Elle est comme « suspendue » entre plusieurs orientations possibles, vers l'autodestruction ou vers le contrôle social.

\*

Il resterait à se demander, pour conclure, ce qu'on peut faire dans la pratique avec des orientations théoriques qui, à l'intérieur de la même terminologie, pointent vers des conceptions aussi différentes de la politique, et donc révèlent, comme je le disais, une radicale équivocité de cette notion au sein même du marxisme. Je le ferai en très peu de mots.

Premièrement, et avant tout, il faut se demander ce qui en a résulté pour Marx lui-même. Apparemment Marx a conçu une « solution » à ce dilemme. Elle est implicite dans la reprise, à la fin du Livre Premier du *Capital*, des formulations du *Manifeste* sur l'issue révolutionnaire des luttes de classes et leur traduction en termes d'« expropriation des expropriateurs », reprise de formules appartenant au registre messianique de la tradition

biblique. Cette « solution » repose en particulier sur l'idée que les formes de la « guerre civile » évoquées dans l'analyse de la législation du travail qui, notons-le, s'inscrivent dans un cadre purement *national* [17], sont relatives à un certain moment et à un certain lieu de l'histoire de la révolution industrielle. En tant que telles, elles sont destinées à être dépassées par une extension internationale de l'exploitation dans laquelle on retrouvera la polarisation que décrivait le *Manifeste*, et où la guerre civile de classe prendra inévitablement la forme d'une lutte à mort. A moins que précisément – autre possibilité aperçue par Marx dans le « chapitre inédit du *Capital* » et écartée par lui soit pour des raisons logiques, soit pour des raisons politiques – ces développements ultérieurs de l'accumulation ne se traduisent par une neutralisation encore plus radicale des possibilités de lutte et de résistance collective, une extension du contrôle capitaliste depuis les conditions de travail et de reproduction de la force de travail jusqu'aux formes de la conscience ou de la subjectivité individuelle et collective. Il serait naïf de nier que l'histoire de la société capitaliste a conféré plus de vraisemblance à cette hypothèse, qui représente une autre forme de nihilisme historique, bien qu'à nouveau se pose la question des limites conjoncturelles, ou des conditions particulières à l'intérieur desquelles elle peut apparaître irrésistible.

En réalité Marx n'a pas eu véritablement l'occasion de faire face à ce dilemme parce que l'histoire contemporaine l'a plongé dans des situations dramatiques où les deux « modèles » proposés par le *Manifeste* et par le *Capital* se sont trouvés simultanément invalidés, en particulier dans la forme des *guerres civiles réelles*, dont le modèle est la Commune de Paris. Le problème alors n'est pas tant de radicaliser la lutte des classes en la concevant comme une guerre civile, que de savoir comme il est possible d'introduire un facteur de classe, ou un point de vue de classe, au sein d'un conflit social militarisé. Faut-il s'étonner, dans ces conditions - et quelle que soit l'importance intrinsèque des formulations relatives à la valeur exemplaire des structures démocratiques de la Commune, comme « gouvernement de la classe ouvrière » qui se propose immédiatement de déconstruire l'appareil d'Etat autonomisé - que Marx n'ait jamais vraiment réussi à sortir, dans la dernière période, des dilemmes traditionnels de la politique, dans lesquels tendait à s'enfermer et à l'enfermer la stratégie du mouvement ouvrier organisé ?

Mais on peut aussi – sous réserve des modifications et des enrichissements que procurerait une nouvelle série de lectures ou de récurrences, suggérer la double hypothèse suivante. D'une part la combinaison des thèmes de la *lutte des classes* et de la *guerre civile* a essentiellement servi à Marx à faire intervenir en permanence dans son concept de la politique (j'allais dire son concept virtuel) une dimension *impolitique*, qui en est comme l'envers ou l'autre scène : non seulement comme un ensemble de processus qui prennent place en dehors de la scène institutionnelle, mais comme processus qui se situent au bord de l'extrême violence, pour la déchaîner ou pour la contrôler, voire la « civiliser ». D'autre part ces problématiques, ou séquences discursives hétérogènes, bien qu'en partie homonymes, ont essentiellement pour effet de placer la « lutte des classes » en position de *tiers* ou de *supplément* par rapport aux dilemmes de la politique classique, que ce soit celui de la paix et de la guerre, de l'ordre et du désordre, ou de l'institution et de l'insurrection. Ce qui veut dire non seulement que la « lutte des classes » est essentiellement hétérogène, mais qu'elle surgit inmanquablement dans l'histoire sous la forme où on ne l'attendait pas. C'est pourquoi précisément elle peut fonctionner comme un *critère* de la matérialité du politique, excédant par principe ses représentations formelles.

## Notes

[1] Une précédente version de cet exposé, présenté le mercredi 17 décembre 2008 au Groupe de travail « La philosophie au sens large », avait été donnée au Colloque International « A 160 años del Manifiesto Comunista. Relecturas del pensamiento de Marx », Universidad Diego Portales y Universidad Arcis, Santiago de Chile, 26-28 novembre 2008.

- [2] Je cite la traduction publiée aux Editions Sociales en 1959 (traduction de Laura Lafargue « soigneusement revue et bien souvent améliorée » par l'éditeur).
- [3] Etienne Balibar : « Trois concepts de la politique », in *La crainte des masses. Politique et philosophie avant et après Marx*, Editions Galilée 1997.
- [4] Comme en ce qui concerne *l'antagonisme et l'association*, dont les deux termes constitués en opposition par les saint-simoniens renvoient respectivement à Kant et à Rousseau.
- [5] Cf. l'ouvrage récent de Giorgio Agamben : *Etat d'Exception*, Editions du Seuil 2003.
- [6] Cf. Nicole Loraux : *La cité divisée*. Payot 1997.
- [7] Qui est justement ce contre quoi Foucault entreprendra sa propre généalogie de la politique comme combat ou « continuation de la guerre par d'autres moyens », en proposant de renverser la célèbre formule de Clausewitz (M. Foucault : « *Il faut défendre la société* », *Cours su Collège de France 1975-1976*, Gallimard-Seuil 1007, p. 16 sq., 146-147.
- [8] Souvenons-nous du thème qui fait du pouvoir d'Etat moderne « un simple comité chargé de l'exécution des affaires communes de la classe bourgeoise ».
- [9] Celui d'un « parti conscience » par opposition à un « parti organisation » ou parti « appareil », ainsi que je l'ai proposé ailleurs (« Etat, parti, idéologie », in E. Balibar, C. Luperini, A. Tosel, *Marx et sa critique de la politique*, Maspero 1979).
- [10] auxquels il faudrait avoir le temps de confronter ceux, en partie équivalents, sur la lutte contre le travail des femmes et des enfants, contre l'intensification du travail issue du machinisme, et pour l'éducation générale et technique, contenus dans la section ultérieure sur la grande industrie. Je cite dans la traduction sous la direction de J.P. Lefebvre, Editions Sociales 1983 (réédition « Quadrige » PUF).
- [11] Le texte, ne l'oublions pas, est contemporain de la Guerre civile américaine, dans laquelle Mars, au nom de l'Internationale, avait pris position de façon très décidée.
- [12] Ce qui ne vaut pas seulement pour les bourgeois capitalistes, mais aussi pour les ouvriers, car il faut les protéger collectivement contre leur tendance individuelle à sacrifier la vie à l'acquisition des moyens d'existence, dans les conditions de la concurrence et de la surexploitation.
- [13] Il serait essentiel de comparer cette description avec les analyses de « l'intellectuel organique » chez Gramsci ou de « l'intellectuel spécialiste » chez Foucault.
- [14] « Le capitaliste se réclame de son droit d'acheteur quand il cherche à rendre la journée de travail aussi longue que possible et à faire deux journées de travail en une seule. D'un autre côté, la nature spécifique de la marchandise vendue implique une limitation de sa consommation par l'acheteur, et le travailleur se réclame de son droit de vendeur quand il veut limiter la journée de travail à une grandeur normale déterminée. Il y a donc ici une antinomie, droit contre droit, l'un et l'autre portant le sceau de la loi de l'échange marchand. Entre des droits égaux, c'est la violence qui tranche. Et c'est ainsi que dans l'histoire de la production capitaliste, la réglementation de la journée de travail se présente comme la lutte pour les limites de la journée de travail. Lutte qui oppose le capitaliste global, c'est-à-dire la classe des capitalistes, et le travailleur global, ou la classe ouvrière. » (éd. citée, p. 261-262).
- [15] Dans la série d'articles réunis sous le titre *Les luttes de classes en France*.
- [16] Antonio Negri : *Le pouvoir constituant, Essai sur les alternatives de la modernité*, tr. fr. PUF, 1997 ; C. Mortati : *La costituzione in senso materiale*, 1940 (rééd. Milano, Giuffrè editore, 1998).
- [17] Et par conséquent anticipent d'une certaine façon sur ce que sera plus près de nous l'Etat « national-social » (cf. E. Balibar, *Droit de cité. Culture et politique en démocratie*, Editions de l'Aube 1998 (réédition augmentée, PUF collection « Quadrige »).